

Inégalités et OMD relatif à l'éducation en Amérique latine

par Eduardo Zepeda, Centre international pour l'action en faveur des pauvres

À l'issue de la Déclaration du Millénaire en 2000, huit objectifs détaillés assortis de résultats quantitatifs spécifiques devant être atteints à l'horizon 2015, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ont été énoncés. Ils comprennent notamment les objectifs suivants : réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, éliminer les disparités entre les sexes, réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle, promouvoir un développement durable et mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Une évaluation approfondie effectuée en 2005 a établi que les progrès réalisés dans le monde vers l'accomplissement de ces objectifs étaient inégaux. Tandis que nombreux pays avaient rapidement progressé vers l'accomplissement de plusieurs objectifs, un nombre conséquent d'autres pays n'avaient progressé que lentement et la situation de certains au regard de ces objectifs s'était même détériorée.

Un élément capital pour le développement est de parvenir à réaliser l'objectif numéro 2 relatif à l'éducation primaire pour tous, qui est réalisable pour la plupart des régions du monde, à l'exception de l'Afrique subsaharienne. Pour sa part, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) progresse correctement vers cet objectif. L'indicateur correspondant, le taux de scolarisation net dans l'enseignement primaire, s'élève à 95 pour cent pour la période 2004/2005. Dans ce domaine, la région a connu une progression rapide, dynamisée par la forte augmentation du taux de scolarisation de groupes de population très peu scolarisés dans les années 1980.

À l'aide des informations obtenues par des enquêtes menées auprès des ménages et présentées dans le système EQXIS (<http://www.iadb.org/xindicators>), on peut visualiser la vitesse des progrès réalisés et la réduction des inégalités. Le graphique montre l'écart entre le cinquième de la population le plus riche et le cinquième le plus pauvre dans les années 1990 et 2000 dans certains pays sélectionnés (les barres indiquent les écarts ; l'extrémité gauche indique le taux net de fréquentation de l'école pour le cinquième le plus pauvre de la population et l'extrémité droite indique celui du cinquième le plus riche). Le taux national de fréquentation de l'école a augmenté dans la plupart des pays, et l'écart entre le quintile le plus riche et le quintile le plus pauvre a également diminué dans la plupart des pays.¹ Dans certains cas, par exemple au Chili, en Équateur ou au Mexique, les informations concernant l'année 2002 montrent qu'il n'y a qu'une faible différence entre les taux nets de fréquentation de l'école de ces deux groupes.

Cependant, les inégalités sont loin d'avoir été éliminées. En y regardant de plus près et en introduisant des facteurs tels que les différences entre les hommes et les femmes et l'ethnicité, on découvre qu'il existe certains motifs de préoccupation. Ainsi par exemple, alors qu'il n'existe aucune différence entre les quintiles le plus riche et le plus pauvre pour le groupe ethnique blanc au Brésil, qui ont tous les deux un taux de fréquentation de 92 pour cent, le taux des descendants d'africains (pretos) dans le quintile le plus pauvre est de 86 pour cent. Au Salvador, revenus et différences entre les hommes et les femmes se conjuguent pour façonner les inégalités. Alors que les taux de fréquentation nationaux sont identiques pour les hommes et les femmes (88 pour cent), le taux de fréquentation de l'école des femmes du quintile le plus pauvre est faible (82 pour cent) tandis que celui des femmes qui font partie du quintile le plus riche est de 94 pour cent.

L'héritage inégalitaire de la région d'Amérique latine et des Caraïbes pourrait empêcher celle-ci d'atteindre l'objectif relatif à l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015. Les prévisions actuelles concernant le taux de scolarisation net laissent penser que la région est en bonne voie pour réaliser cet objectif à l'horizon 2015. Toutefois, cette

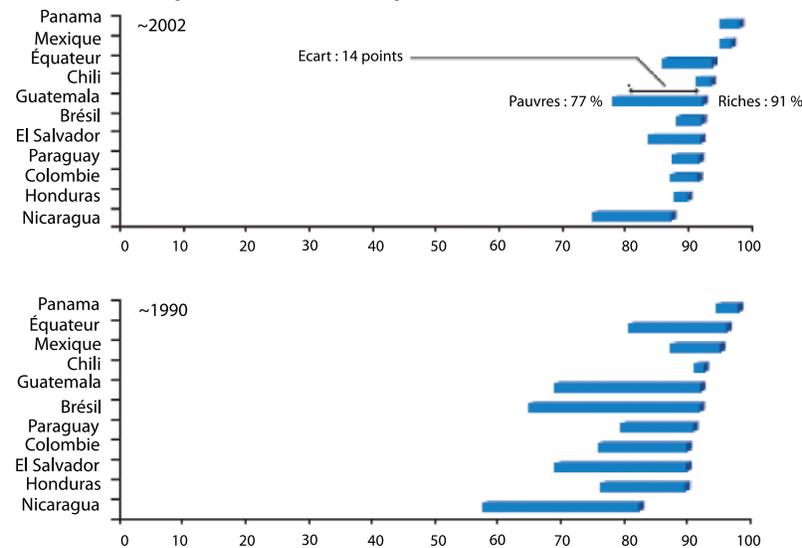
projection des années 1990 dans les 10 à 15 années suivantes part du principe que le taux d'augmentation très rapide qu'ont connu les groupes de population qui avaient un faible taux de scolarisation au début des années 1990 se poursuivra. Or, il est plus facile d'augmenter les taux de scolarisation lorsque les niveaux initiaux sont bas. Ainsi, avec les taux de scolarisation actuels plus élevés, il est probable que l'évolution se fera plus lentement. Le rapport sur les OMD (2005) publié par la CEPALC confirme que les inégalités constituent un problème majeur.

En matière de décision politique, les informations fournies par des chiffres moyens généraux peuvent conduire à de graves erreurs de discernement. Afin d'atteindre l'objectif de l'éducation primaire pour tous, ainsi que d'autres OMD et résultats recherchés, les décideurs politiques devraient, dès le début, s'appuyer sur des analyses issues de données désagrégées. Bien que la région ait obtenu de bons résultats en matière de réduction des écarts autrefois importants dans le domaine de l'éducation, le rythme des progrès futurs sera probablement plus lent, de sorte qu'il convient de redoubler d'efforts en matière politique. Le soutien aux groupes démunis doit être bien conçu, car il sera plus difficile de les atteindre. Par ailleurs, parvenir à augmenter le nombre et la proportion de personnes bénéficiant d'un enseignement primaire ne garantit pas la qualité de cet enseignement, qui nécessite clairement d'être améliorée. Enfin, l'accès à l'enseignement de qualité doit être égalitaire.

Référence bibliographique :

1. Diana Alarcon, Jose Antonio Mejia et Eduardo Zepeda, Achieving the MDGs Beyond the Averages, Compte-rendu de conférence: « Les OMD en Amérique latine : inclusion et développement humain », IPC-IDB, Brasília, Brésil, octobre 2006.

Taux net de fréquentation de l'école primaire



Le **Centre international pour l'action en faveur des pauvres (CIP)** est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est reliée directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui fait recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:

www.undp-povertycentre.org